Réponse

1 / Le Burkina Faso a adopté et ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption.

De façon générale, il faut dire que le dispositif institutionnel et législatif du Burkina Faso comporte des mesures visant à renforcer l’intégrité des juges et à prévenir les possibilités de les corrompre.

2. Veuillez citer, résumer les politiques et mesures applicables et, si possible, en joindre le texte :

   En particulier, le Secrétariat souhaiterait recevoir des informations sur ce qui suit :
   o le cadre constitutionnel et juridique applicable dans les Etats parties pour assurer
     l’indépendance et l’intégrité des juges et, le cas échéant, des services de poursuite ;

   o les codes de conduite et mécanismes disciplinaires applicables aux juges et agents des
     services de poursuite, et la question de savoir si ces outils ont été élaborés compte tenu
     de normes internationales telles que les Principes de Bangalore sur la déontologie
     judiciaire ou les Normes de responsabilité professionnelle et la Déclaration des droits
     et des devoirs essentiels des procureurs et poursuivants ;

   o les mesures prises pour assurer la transparence et la responsabilité lors de la sélection,
     du recrutement, de la formation, du suivi professionnel et la radiation des juges et agents
     des services de poursuite ;

   o les mesures prises pour améliorer la transparence et l’efficacité des procédures régissant
     l’attribution et la répartition des dossiers ;

   o les politiques ou pratiques visant à améliorer la transparence des actes judiciaires, par
     exemple en autorisant l’accès du public et des médias aux procédures judiciaires, en
     facilitant l’accès aux jugements et en sensibilisant le public grâce à des campagnes
     d’information et de communication.

Réponse

2 / Sur les textes et politiques applicables

Cette politique et ces mesures transparaissent dans la constitution du 11 juin 1991,
les lois n°036- 2001/ AN du 13 décembre 2001 portant statut du corps de la
magistrature et n° 035-2001/ AN du 12 décembre 2001 portant organisation,
attributions et fonctionnement du Conseil supérieure de la magistrature et le code
de déontologie du magistrat.

Ainsi, l’article 124 de la constitution fait de la justice un pouvoir dont l’exercice est
confié aux juges. L’article 129 ajoute que le pouvoir judiciaire est indépendant ;
cette indépendance est réaffirmée par les dispositions de l’article 4 de la loi n°036-
2001/AN du 13 décembre 2001 portant statut du corps de la magistrature qui
précisent que « hors les cas prévus par la loi et sous réserve de l'exercice du pouvoir disciplinaire, les magistrats ne peuvent être inquiétés en aucune manière, en raison des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice ». Aucun compte ne pouvait être demandé aux juges des décisions qu'ils rendent ou auxquelles ils participent.

L'article 5 de la même loi renforce cette indépendance par l'inamovibilité des magistrats du siège, sauf pour sanction disciplinaire ou pour nécessité de service, après avis conforme du conseil supérieure de la magistrature. Le renforcement de cette indépendance transparait également à travers l'article 34 qui dispose que dans l'exercice de ses fonctions, le magistrat doit s'abstenir de tout comportement de nature à altérer la confiance en son indépendance et son impartialité, ou à porter le discrédit sur la fonction judiciaire ; il convient ainsi de faire preuve de réserve, de dignité et de délicatesse dans le comportement public.

Il convient de relever également les dispositions de l'article 38 de la même loi qui imposent aux magistrats avant d'entrer en fonction de prêter le serment suivant : « je jure et promets de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout en digne et loyal magistrat ».

On peut enfin citer d'une part l'article 136 de la constitution qui impose que les décisions de justice soient motivées et d'autre part l'article 63 de la loi 10-93/ ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire, qui fait de la collégialité le principe.

Par ailleurs, on peut relever l'existence d’un code de déontologie accepté par l’ensemble des magistrats et adopté par le conseil supérieure de la magistrature le 25 juillet 2008. Ce code impose un certain nombre de principes issus des normes internationales et énonce des obligations à la charge du magistrat (l'indépendance, l'impartialité, l'intégrité, l'égalité, l'obligation de réserve, obligations professionnelles).

Le recrutement des magistrats est régi par les dispositions de l'article 15 et suivants de la loi portant statut du corps de la magistrature et les dispositions supplémentaires des articles 9 et suivants de la loi N°013/98/AN du 28 avril 1993 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique. Ces textes offrent des garanties de transparence, d'équité, d'égalité pour l'accès à la profession de magistrat.

L'article 15 du statut insiste sur l'enquête de moralité.
L’article 51 du statut prévoit des sanctions disciplinaires qui vont du blâme à la révocation ; ces sanctions peuvent être considérées comme des mesures suffisamment dissuasives, ce qui en définitive peut renforcer l’intégrité des magistrats.


Le Secrétariat apprécierait particulièrement que lui soient décrits des exemples précis ou des études de cas en rapport avec l’application réussie des mesures adoptées à l’échelle nationale dans le domaine de l’intégrité des magistrats. Ces exemples pourraient porter sur ce qui suit :

- Des cas où le non-respect d’un code de conduite applicable aux juges ou aux agents des services de poursuite a donné lieu à des mesures disciplinaires ;
- Des cas de mise en œuvre réussie de mécanismes destinés à faciliter le signalement d’actes de corruption parmi les juges ou les agents des services de poursuite, et des statistiques concernant le nombre de plaintes reçues par l’intermédiaire de ces mécaniques ;
- Des cas où la bonne mise en œuvre de réformes visant les procédures d’attribution et de gestion des dossiers a permis de réduire les délais d’attente précédant l’audience et la clôture des affaires ;
- Des cas de mise en œuvre réussie de programmes d’éducation et de formation à l’intention des juges et des agents des services de poursuite, dans le cadre tant de la formation initiale que de la formation continue.

Réponse

3 / Sur les exemples d’application réussie des mesures adoptées

Aucun exemple d’application réussie des mesures ne peut être cité ; en effet s’il est vrai que le code de déontologie a prévu la mise en place d’un mécanisme d’éveil, la circulaire qui doit préciser sa composition, ses attributions et son fonctionnement n’est pas encore prise.

Il est vrai également que l’article 53 du statut du corps de la magistrature donne pouvoir au ministre de la justice saisi d’une plainte, ou informé de faits de nature à entrainer des poursuites disciplinaires contre un magistrat, d’interdire en cas d’urgence, l’exercice de ses fonctions jusqu’à décision définitive sur l’action disciplinaire.

Actuellement des enquêtes sont menées sur trois magistrats pour des faits de corruption, coups et blessures volontaires et violation de domicile.
Des problèmes de mise en œuvre tenant notamment aux moyens de faire respecter les codes de conduite applicables aux juges ou aux agents des services de poursuite ou d’encourager leur respect ;

Des problèmes de communication tenant notamment aux moyens de diffusion, de publication et de promotion des nouvelles politiques ou pratiques auprès des juges, des agents des services de poursuite et du public en général ;

Réponse

5 / Sur les difficultés
La principale tient au fait qu’il n’est pas facile de trouver un équilibre entre les mesures visant à renforcer l’intégrité et la responsabilité du juge et celles visant la protection de son indépendance.
Comment arriver à mettre en place un bon mécanisme de détection ou de dénonciation de la corruption.

6- Pensez-vous avoir besoin d’une assistance technique pour appliquer intégralement cette disposition ? Le cas échéant, de quelles formes d’assistance technique auriez-vous besoin ?

Les États parties sont invités à décrire également toute assistance qui leur a déjà été fournie à cet égard, en en précisant les prestataires.

Réponse

6 / Sur l’assistance technique
Une assistance technique serait bien accueillie pour :
- aider à rendre applicables les mesures contenues dans le code de déontologie ;
- trouver le bon équilibre entre les mesures visant le renforcement de l’intégrité, et la responsabilité du juge et celles visant à protéger l’indépendance du magistrat.

Aucune assistance technique n’a été fournie sur l’application de l’article 11 de la Convention.